



EURODOM

L'Europe et les Départements français d'Outre-mer

INFORUP

Semaine du 4 au 8 septembre 2017

L'UNION EUROPÉENNE ORGANISE LE SOUTIEN DE LA CARAÏBE APRES LE PASSAGE DE L'OURAGAN IRMA :

Le Commissaire européen en charge de l'Aide humanitaire et la Gestion des crises, Christos Stylianides, a annoncé mardi 5 septembre, que l'UE apporterait l'assistance nécessaire afin de venir en aide aux Caraïbes après le passage de l'ouragan Irma. L'UE a notamment mis en place dès mardi après-midi son programme de cartographie satellitaire Copernicus, permettant de localiser et visualiser les dégâts de l'ouragan. Irma avait atteint le degré maximal de puissance et de dangerosité (catégorie 5) lorsqu'il a atteint les petites Antilles – l'île de Saint Barthélémy et l'île de Saint Martin, causant d'importants dommages et plusieurs décès. Dès à présent, la Commission européenne a informé la collectivité de Saint-Martin de la possibilité de bénéficier, en tant que Région ultrapériphérique de l'Union (RUP), d'une aide européenne exceptionnelle grâce au Fonds de solidarité de l'Union. Ce fonds sert à répondre en urgence dans les régions sinistrées à la suite d'une catastrophe naturelle. En revanche, Saint Barthélémy, elle, ne pourra pas recevoir d'aide à travers ce fonds car elle relève du statut de Pays et territoire d'outre-mer (PTOM) et non de celui de RUP. Lors de la prochaine session plénière du Parlement européen la semaine prochaine, la commission du développement régionale proposera la tenue d'un débat sur la situation aux Antilles.

UN FORUM CONSACRÉ AUX ÉNERGIES PROPRES DANS LES ÎLES DE L'UE SERA ORGANISÉ A LA FIN DU MOIS :

À la demande du Commissaire en charge de l'Énergie et du Climat, Miguel Aria Cañete, le premier Forum européen sur l'énergie propre pour les îles (Clean energy for EU islands forum) se tiendra le 22 septembre en Crète (Grèce).

Cette réunion est motivée par l'initiative pour la transition énergétique propre des îles de l'UE qui vise plus de 2700 îles en Europe. Elle s'intègre également au calendrier de la révision du paquet législatif « Énergie » sur lequel Eurodom effectue une veille pour préserver les intérêts des projets énergétiques d'avenir des DOM. Les enjeux sur la table sont de parvenir à réduire les coûts énergétiques élevés des îles, de renforcer leur sécurité énergétique et de stimuler le recours aux énergies renouvelables et aux technologies innovantes. Le Forum du 22 septembre sera inauguré par le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, le commissaire Cañete, et le directeur de la DG Énergie de la Commission, Dominique Ristori. Des tables rondes consacrées à la décarbonisation des systèmes énergétiques des îles et à son financement ainsi qu'à la présentation des meilleures pratiques actuelles et des nouveaux projets dans les domaines des énergies renouvelables, de la recherche et de l'innovation ainsi que de l'efficacité énergétique animeront les travaux de cette première édition. Le programme est encore en train d'être affiné en attendant la confirmation des intervenants pressentis ; une première version est disponible à ce lien : <https://goo.gl/U239nG>.

ACCORD UE/INDONÉSIE - UN RAPPORT DÉNONCE LES RISQUES QUE CET ACCORD COMPORTERAIT POUR LES DROITS DE L'HOMME EN INDONÉSIE :

Les négociations pour un accord de libre-échange UE/Indonésie ont été lancées en juillet 2016. L'Indonésie est notamment productrice de sucre, rhum et bananes. Alors que le troisième round de négociations entre l'UE et l'Indonésie aura lieu la semaine prochaine à Bruxelles, l'ONG Indonesia for Global Justice, le groupe de réflexion Transnational Institute et le centre de recherche sur les sociétés multinationales SOMO ont publié conjointement, jeudi 7 septembre, un rapport alarmant sur les menaces d'un tel accord pour les droits de l'homme en Indonésie. Ils concluent en exhortant les deux parties à mener une étude d'impact sur les droits de l'homme afin d'éclairer les pourparlers. En particulier, les négociations de la semaine prochaine couvriront un large éventail de questions - les droits de douane, les obstacles non tarifaires aux échanges, le commerce des services et l'investissement, les aspects commerciaux des marchés publics, les règles de concurrence et les droits de propriété intellectuelle – qui présentent « *de nombreuses incidences potentielles sur le développement durable et les droits de l'homme* », selon les organisations à l'origine du rapport précité. Ce rapport est disponible au lien suivant : <https://www.somo.nl/nl/wp-content/uploads/sites/2/2017/09/Briefing-paper-CEPA.pdf>

LA COMMISSION EUROPÉENNE PLANCHE SUR UN NOUVEAU CADRE DE NÉGOCIATION DES ACCORDS DE LIBRE-ECHANGE : La Commission européenne

travaille actuellement sur un nouveau cadre de négociation qui permettrait une ratification accélérée des accords commerciaux, en contournant le droit de veto dont disposent les parlements nationaux. Pour rappel, ce même droit de veto avait été utilisé l'année passée par le Parlement de la Wallonie lors de la ratification de l'accord entre l'UE et le Canada (CETA). Le nouveau cadre dont il est question consisterait à diviser les accords de libre-échange en deux parties : d'une part les chapitres relevant de la compétence exclusive de l'UE et qui pourraient par conséquent être ratifiés rapidement par le Parlement européen et les gouvernements des Etats membres au Conseil, et d'autre part, les chapitres relatifs aux investissements qui devront recevoir l'approbation des parlements nationaux.

Rappel des négociations en cours : La ratification par les parlements nationaux des accords de libre-échange récemment conclus avec Singapour et le Vietnam se profile. En outre, la Commission doit dans les prochains mois poursuivre les négociations sur l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Japon, afin de le finaliser à la fin de l'année 2017. La Commission souhaite aussi à la même échéance avoir bouclé les accords de principe en vue d'un accord de libre-échange avec le Mercosur et d'un accord de libre-échange modernisé avec le Mexique. De plus, le Conseil doit très prochainement approuver les directives de négociation de la Commission pour démarrer les discussions portant sur un potentiel accord de libre-échange avec l'Australie d'une part et la Nouvelle-Zélande d'autre part.

LA COMMISSION EUROPÉENNE SURVEILLE DE PRES LE TAUX D'ABSORPTION DES FONDS STRUCTURELS (FESI) : La Commission européenne a annoncé cette semaine l'amélioration du système d'information permettant de recenser l'évolution des taux de paiement pour tous les fonds structurels et d'investissement européens (FESI). Désormais, la mise à jour de ces taux sera quotidienne et les chiffres disponibles sur le Portail des données ouvertes ('Open Data Portal'). Rappelons que le prochain cadre financier pluriannuel qui est actuellement négocié et formulé actuellement par les services de la Commission européenne pourrait menacer la politique de cohésion telle que nous la connaissons actuellement, du fait de la faible absorption de ces fonds à ce jour. A titre d'illustration, la Finlande enregistre les meilleurs résultats en termes d'absorption (32%), tandis que Malte (7%) est à la traîne.

AGENDA DE LA SEMAINE DU 11 AU 15 SEPTEMBRE 2017

	PARLEMENT EUROPEEN	COMMISSION EUROPEENNE	AUTRES ORGANES EUROPEENS	AUTRES ÉVÉNEMENTS
Lundi 11/09	Plénière			
Mardi 12/09	Plénière			
Mercredi 13/09	Plénière	Discours de JC Juncker sur l'état de l'Union		
Judi 14/09	Plénière		Conseil « Justice et affaires intérieures »	
Vendredi 15/09				